Dans quelle mesure la croissance réduit-elle les inégalités ?

Introduction

→ Définitions des termes
• Croissance économique : hausse quantitative du niveau de production des biens et des services dans une économie sur une période donnée. (Indicateur de mesure : PIB)
• Inégalités : c’est une différence perçue comme injuste, ici dans la distribution des ressources économiques et sociales. Les inégalités se traduisent en terme d’avantages et de désavantages par rapport à différents critères : richesse, accès au savoir et aux soins, place par rapport au pouvoir => différentes inégalités // source de hiérarchie sociale.
→ Constat
• Croissance éco > transformation profonde des modes de vie > amélioration des conditions de vie par élévation des revenus : \_directs (gains de productivités répartis) et \_indirects (redistribution et biens collectifs > fournis par les pouvoirs publics et les organismes de sécurité sociale)
• Crise et stagnation éco des années 80 et 90 > écarts encore plus visibles (ici on comprend qu’en l’absence de croissance, inégalités encore plus marquées)
• Cependant, maintient d’une croissance forte aux USA depuis des années et reprise de la croissance en France entre 97 et 2001 => pas de diminution claire des inégalités dans tous les domaines (voir même de nouvelles inégalités)
→ Problématique
• Quel rôle joue la croissance économique dans la réduction des différentes inégalités ? Dans quelle mesure peut-elle être facteur d’homogénéisation des conditions ? Quelles sont les limites de la croissance dans la réduction des inégalités ? Peut-elle au contraire les aggraver ou en créer de nouvelles ?
→ Pour cela, nous étudierons dans un premier temps la corrélation positive entre croissance économique et réduction des inégalités (I) ; puis, le fait que la croissance économique ne suffit pas à faire disparaître les inégalités.

Développement

I. Corrélation positive entre croissance économique et réduction des inégalités

A. La croissance permet l’élévation des revenus
• 30 Glorieuses : PIB augmentent (de 5 à 6%/an en France) par les gains de productivité > favorisent la croissance éco (cercle vertueux fordiste)
• Les salaires augmentent par répartition des GP favorables > les salaires contribuant à l’épargne qui contribue à la croissance éco > favorise la croissance
• La croissance va financer la protection sociale
• Les changements structurels induits par la croissance réduisent le poids des catégories défavorisées > les situations de pauvreté se réduisent > besoins élémentaires satisfaits pour le plus grand nombre
• Les mutations de l’appareil productif issus des gains de productivité générés par la croissance ont permis d’estomper le clivage urbain/rural (extension du salariat ; tertiarisation ; dvlpmt du travail rémunéré des femmes ; horaires de travail fixes ; répartition du temps de travail etc.)

→ Réduction des inégalités éco de revenu par augmentation générale du pouvoir d’achat pendant les 30 glorieuses, générée par une croissance économique soutenue

B. La croissance transforme les modes de vie de l’ensemble de la population
• Homogénéisation des modes de vie qui s’améliorent : conditions de logement, transport, accès au loisirs plus large, baisse du temps de travail (divisé par deux en cent ans en Europe)
• L’accès aux soins et à l’école est rendu plus facile : élévation de l’espérance de vie pour toutes les PCS (+3 ans en moyenne sur l’ensemble des PCS entre périodes 60-69 et 82-96) et augmentation des taux de scolarisation
• Cette prospérité ouvre enfin des perspectives de promotion sociale. La mobilité ascendante progresse, grâce à des effets de structures (déversement, élévation du nombre d’emplois à statut qui sont un peu plus élevé comme de passer d’ouvrier à employé), mais aussi grâce à une égalité des chances accrue par augmentation du taux de scolarisation.
• La répartition équitable des gains de productivité et la multiplication des revenus sociaux stimulent la consommation et réduit les différents inégalités.

→ Réduction des inégalités sociales : homogénéisation des conditions de vie, + de mobilité sociale appuyée sur démocratisation de l’enseignement et évolutions structurelles

C. Un ralentissement de la croissance économique provoque une progression des inégalités
• La montée du chômage (en Europe notamment) et de la précarité depuis les années 80 interrompent le mouvement général d’égalisation
• Le ralentissement de la croissance provoque des difficultés de financement de la protection sociale (notamment la Sécu) > perte de financement pour l’Etat quand baisse des salaires, prélèvements des impôts progressifs plus faible
• Théorie de la segmentation : clivage entre les salariés « protégés » (CDI, protection sociale) et « exposés » (CDD, emploi instables etc.) s’accentue en période de crise/absence de croissance ; notamment dans un contexte libéral qui promu la flexibilité de l’emploi
• Même si les salaires (moyen et médians) continuent à augmenter, les écarts s’accentuent notamment l’augmentation du rapport inter-décile (D9/D1)
• Il y a un niveau de croissance considéré comme nécessaire à l’emploi : 3%. En dessous de cela, les gains de productivité suffisent à faire augmenter la production (GP -> moins d’emploi). En croissance insuffisante, risque réel de chômage (qui est source d’inégalités)

→ La croissance économique apparaît donc nécessaire à la réduction des inégalités

II. La croissance est cependant insuffisante pour faire disparaître les inégalités

A. Une croissance qui ne profite pas à tous de la même façon
• Selon Anton Brender : Par les possibilités de croissance supplémentaire qu’elle ouvre, la libéralisation commerciale est potentiellement bénéfique aux nations prises comme un tout. Mais, à l’intérieur de chaque pays, certains y gagnent et d’autres y perdent. Ceux qui produisent des biens importés (autrement dit qui produisent à l’étranger) dans les pays du Sud, sont soumis à une pression qui lamine leurs revenus, quand elle ne leur fait pas perdre leur emploi. Ceux qui consomment ces biens importés tirent souvent un avantage favorable à l’échange. > Quelques-uns perdent leur emploi, tandis qu’un grand nombre améliore leur pouvoir d’achat
• Inégalité face à l’emploi : contexte de relance de croissance appuyée sur des politiques de l’emploi favorisant le dvlpmt d’emplois précaires ; chômage sélectif (jeunes, vieux, femmes, travailleurs non qualifiés) ; augmentation du chômage de longue durée (car les chômeurs deviennent inemployables du fait des mutations de la structure des emplois générée par la croissance). Illustration : reprise de croissance en France entre 97 et 2001 mais taux de chômage reste élevé// Aux USA, malgré croissance forte et taux de chômage = 4% > précarité pour 2M de personnes (CDD, intérims, contrats aidés etc.).
• La croissance économique n’a pas permis de faire disparaître les inégalités dans les domaines \_des consommations non marchandes : éducation & santé. En effet, maintient des taux de réussite différents selon les milieux ; parcours d’excellence par les enfants de riches ; accès à l’école conditionné par les inégalités dans la dotation en capital culturel, comme le montre Bourdieu ; pour les salariés « exposées » les dépenses de santé représente une part plus importante dans leur budget (> Aux Usa, malgré croissance forte, la part des actifs dépourvus de protection santé est très importante).
\_du loisir : pratiques culturelles selon habitus, types de vacances, quantitativement etc.
• Daniel Cohen, Richesse du monde, pauvreté des nations : le phénomène inégalitaire ne se limite pas à des inégalités intergroupes où les travailleurs sans diplôme s'appauvrissent, les autres s'enrichissent mais > éclatement des inégalités au sein de chaque groupe socio-culturel. C'est en effet au sein de chaque tranche d'âge, de chaque catégorie de diplôme, de chaque secteur de l'économie que le phénomène inégalitaire se produit. La société passe sous l'effet de la scolarisation à un mode de production inégalitaire où les diplômés restent entre eux, sous-traitant à d'autres les tâches "viles" qu'ils ne veulent pas faire [...]. Cette nouvelle logique d' « appariements sélectifs » (rapprochement d’individus selon certains critères) serait donc en fait la réponse logique de la société au changement de la composition de sa force de travail.

B. Persistance voir aggravation des inégalités économiques

• Les revenus salariaux ne progressent pas forcément au même rythme que le PIB. De plus, clivage des salariés donc dans les revenus. Des catégories se trouvent mise à l’écart, même en période de reprise de croissance comme blocage de la promotion sociale.
• Augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine : les écarts se creusent sous l’effet de politiques favorables à un accroissement de la part des profits dans la VA, du dvlpmt du salaire au mérite et des emplois précaires. Aujourd’hui, les fortes inégalités se lisent à travers la répartition du patrimoine qui elles-mêmes contribuent à accroître les inégalités de revenus. (Lecture possible par courbe de Lorenz et coefficient de Gini).
• Entre 1998 et 2006, le revenu moyen des 10% les plus riches aurait augmenté de 8,7%, celui des 1% les plus riches de 19%, celui des 0.1% les plus riches de 32% et celui des 0.01% les plus riches de 42%. Ainsi, plus l'on monte dans la hiérarchie des revenus, plus les revenus se sont accru.
• On ne peut pas vraiment dire que la croissance profite à tout le monde. Elle fait surtout les affaires des plus riches. Cela ne signifie pas mécaniquement que la récession profite aux pauvres, malheureusement. C'est plutôt le signe, à mon sens, que le système économique basé sur la croissance économique est fortement pénalisant pour les plus pauvres. C'est de ce système qu'il faut sortir.

C. Au delà de la croissance, la réduction des inégalités suppose un rôle actif des pouvoirs publics
• En cas de ralentissement de l’activité économique, l’Etat intervient par des redistribution : or, on constate que de 89 à 99, le nombre de chômeurs ne cesse d’augmenter quand les allocations tendent à stagner (même assiette à partager en plus grand nombre).
• Les pays d’Europe du Nord continuent ces aides même en période de croissance et on constate que leurs inégalités sont moindres.
• Ces interventions passent par la fixation d’un salaire minimum, des politiques fiscales de redistribution (impôt sur la fortune, sur la patrimoine > progressif) etc.
• Les pouvoirs publiques sont à même d’assurer une répartition plus juste des fruits de la croissance s’il le souhaitent > difficile dans un contexte libéral > mais en l’absence de mécanismes auto-correcteurs, c’est bien les pouvoirs publics qui doivent endosser ce rôle

Conclusion
• La croissance est un système théorique sans limites de ressources > or, chaque point de croissance supplémentaire puise dans des réserves de ressources le plus souvent non renouvelables > un système où nos enfants seront moins biens lotis que nous > perspective d’aggravation des inégalités ?
• Aujourd'hui nul ne nie que la croissance a permis un progrès général et une diminution des inégalités. On constate toutefois que, avec le retour du libéralisme dans la gestion de la société, la croissance semble moins bien profiter à tous. Parallèlement, dans un tel système on a besoin de régulateurs (insuffisance de mécanismes, on fait intervenir l’Etat).
• Parfois nouvelles formes et types d’inégalités (propre à notre époque) plutôt qu’une disparition ou réduction de celles-ci
• On pourrait alors se demander si la disparition des inégalités est souhaitable ? Car c’est bien ça qui motive les hommes (aspiration d’ascension favorable à la croissance en plus). Les hommes ayant des besoins et des envies différentes, l’objectif d’égalité matérielle ou financière n’est pas sensée. C’est donc l’égalité des chances et l’équité qu’il faut viser. Remarque : principe d’égalité assez important pour être placé dans la devise française (liberté égalité fraternité) et valorisation de l’idéal égalitaire pendant les 30 glorieuses